

Le Socialiste

40^e année - Rs 5.00 - No 10470 - VENDREDI 4 NOVEMBRE 2022 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Cérémonie de dépôt de gerbes organisée pour commémorer la déportation de la communauté chagossienne



Page 3

Le Premier ministre ouvre une conférence internationale de deux jours sur l'économie numérique et les services bancaires numériques

Page 3



Monaco, Nantes et Rennes qualifiés pour les 16es mais exposés à un tirage délicat

Ligue Europa



Élections en Israël:

Netanyahu se rapproche du pouvoir avec l'extrême droite



Page 4

Brésil: pour Bolsonaro, la prison après la défaite?



Page 4

Malaise dans la Francophonie



Page 5

A la télé aujourd'hui



07.00 Local: Les Grandes Lignes
08.00 Local: Profil
08.30 Doc: Nou Later Nou Lamer...
11.00 Mag: National Anthem
11.15 Tele: Muneca Brava
12.00 Le Journal
12.40 Tele: Muneca Brava
14.05 MBC Production
15.21 D.Anime: P'tit Cosmonaute
15.47 D.Anime: Pet Alien

15.58 D.Anime: Les Triples
16.45 D.Anime: Cosmic Quantum...
17.15 Serial: Oh Yuck!
17.37 Mag: Sand Tales
18.00 Live: Samachar
18.31 Serial: Surya Puran
18.55 Serial: Jag Jaanani Maa...
19.30 Journal & La Meteo
20.25 Local: Les Grands Noms...
21.55 Serial: Billions
23.00 Le Journal



07.00 DDI Live
10.00 Serial: Aatish
11.16 Serial: Tu Ishq Hai
12.02 Film: April Madha Thil
14.32 Mag: DDI Mag
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.04 Serial: Sondha Bandham
16.31 Serial: Meer Abru

16.49 Serial: Bhaag Na Banche...
17.11 Serial: Bhakharwadi
17.30 Serial: Ishaaron Ishaaron Mein
18.01 Serial: Meteor Butterfly...
19.00 Live: Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.00 Serial: Mushk
20.44 Local: Anjuman
21.15 Local: Urdu Programme
22.05 DDI Live



07.00 Mag: Border Crossing
07.28 Mag: Tomorrow Today
08.43 Doc: Fine Arts Sculptures
09.55 Doc: Burnout
11.25 Mag: Eco India
14.30 Doc: Cuisine Sauvage
15.20 Doc: Burnout
16.49 Mag: Eco India
17.15 Mag: Shift
18.00 Doc: Tsunamis

20.30 Live: News
20.45 Doc: World Heritage
21.50 Doc: Planet Home
22.17 Doc: Fast Fashion
23.41 Doc: Tsunamis
00.29 Mag: World Stories
00.46 Mag: Our Voices
01.12 Mag: Euromaxx
01.38 Doc: Megastucture In The Centre Of Paris
02.26 Doc: World Heritage



01.32 Film: Bienvenue A Noel
03.41 Film: Donnie Darko
05.29 Tele: Tour De Babel
06.17 Serial: Seal Team
06.59 Film: Bienvenue A Noel
09.00 Serial: Last Resort
09.45 La Beaute Du Diable
10.35 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: 19-2

11.45 Film: Donnie Darko
13.30 Tele: Tour De Babel
14.59 Film: Bienvenue A Noel
16.41 Serial: Last Resort
17.21 Serial: Seal Team
18.05 Tele: La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.34 Serial: Monster Hunt
20.05 Tele: L'envers Du Paradis
20.30 Serial: S.W.A.T
21.20 Film: Extraction
22.57 Tele: Tour De Babel



07.03 Film: Saverey Wali Gaadi Starring: Sunny Deol, P. Dhillon
11.53 / 20.30 - Radha Krishna
12.24 / 21.00 - Anupamaa
12.51 / 21.30 - Mere Sai
13.22 / 22.00 - Agnihera
13.51 / 22.03 - Yeh Teri Galiyan

14.17 / 22.30 - Patiala Babes
14.25 / 23.00 - 100 Years Of Indian Cinema
15.00 / 21.46 - Yeh Hai Mohabbatein
15.26 Film: Fun2shh... Dudes In The 10th Century
Starring: Gulshan Grover, Paresh Rawal
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.33 Kuch Rang Pyar Ke...

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Grippe aviaire: l'Angleterre impose le confinement des volailles

Le confinement des oiseaux domestiques et volailles sera rendu obligatoire dans toute l'Angleterre à partir du 7 novembre pour lutter contre la propagation de la grippe aviaire, a annoncé lundi le gouvernement britannique.

Ces mesures imposent légalement à tous les propriétaires de «garder leurs oiseaux en intérieur et à suivre de strictes mesures de biosécurité afin de les protéger contre la maladie, quelle que soit leur espèce ou leur taille», a précisé le ministère de l'Environnement dans un communiqué.

Cette décision étend le confinement déjà en vigueur dans plusieurs régions anglaises, alors que le risque de grippe aviaire parmi les oiseaux sauvages a été établi comme étant «très élevé» par les autorités sanitaires.

Ces douze derniers mois, le Royaume-Uni a connu la plus importante épizootie de ce type de son histoire, avec plus de 200 cas confirmés depuis la fin octobre 2021.

Depuis début octobre 2022, la grippe aviaire a été détectée dans plus de 70 installations et de multiples cas ont été signalés chez des oiseaux sauvages.

Lundi, le ministère de l'Environnement a annoncé la découverte de nouveaux cas d'oiseaux contaminés au nord de Cambridge.

Ordre de confinement

Face à l'augmentation rapide du



nombre de cas, «le risque que les oiseaux en captivité soient exposés à la maladie a atteint un point tel qu'il est nécessaire de confiner tous les oiseaux jusqu'à nouvel ordre», a déclaré la vétérinaire en chef britannique Christine Middlemiss.

«Cette décision n'a pas été prise à la légère, mais c'est la meilleure manière de protéger vos oiseaux de cette maladie hautement infectieuse», a-t-elle ajouté.

Vendredi dernier, le gouvernement a annoncé des mesures pour faciliter l'indemnisation des éleveurs touchés. Il a aussi autorisé les professionnels à abattre plus tôt que prévu et à congeler leurs canards, oies ou dindes censés être vendus durant les fêtes de fin d'année.

L'épidémie qui sévit sans discontinuer depuis un an est «la plus importante observée à ce jour en Europe», selon l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). En un an, selon cette source, 47,7 millions de volailles ont été abattues dans les élevages européens contaminés.

Quelques cas de transmission du virus à des humains ont été rapportés en Chine, au Royaume-Uni, aux États-Unis et tout récemment en Espagne, chez un employé d'un élevage avicole.

Les autorités sanitaires européennes estiment que le risque d'infection est «faible» pour les personnes n'ayant pas de contact prolongé avec des volatiles et «faible à moyen pour les personnes exposées professionnellement».

Des cas ont par ailleurs été recensés chez des renards, des phoques ainsi qu'un marsouin commun.

Le risque de transmission à l'homme via la consommation de viande ou d'oeufs contaminés est quant à lui jugé «négligeable».

L'OMS maintient l'alerte maximale pour la variole du singe

L'OMS a décidé de maintenir l'alerte sanitaire maximale sur la variole du singe malgré une baisse notable des cas dans les pays les plus touchés en Europe et en Amérique, selon un communiqué de l'organisation publié mardi.

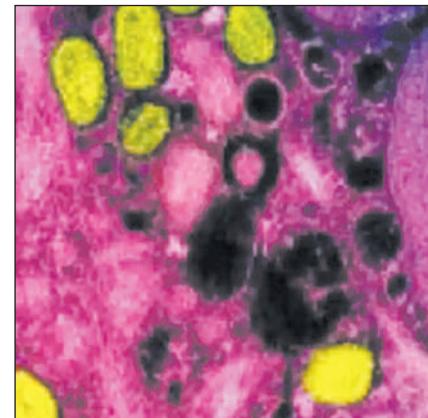
Le Comité d'urgence de l'OMS a estimé que malgré les progrès dans la lutte contre les flambées de la maladie virale, il reste "des raisons de s'inquiéter", notamment à cause des nouvelles infections dans certains pays, mais aussi du manque de moyens dans les pays pauvres ou encore du risque de stigmatiser les populations à risque, souligne le communiqué du groupe d'experts qui s'étaient réunis le 20 octobre.

L'Urgence de santé publique de portée internationale -le niveau le plus élevé d'alerte sanitaire de l'OMS - avait été déclarée le 23 juillet par le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

La maladie -qui est endémique dans certains pays d'Afrique de l'Ouest- se caractérise par des éruptions cutanées, qui peuvent apparaître sur les organes génitaux ou dans la bouche, et peut s'accompagner de poussées de fièvres, de maux de gorge ou de douleurs au niveau des ganglions lymphatiques.

À partir du mois de mai, les autorités sanitaires ont constaté des flambées en Europe et aux États-Unis.

Dans la plupart des cas, les



malades ont jusqu'ici été des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, relativement jeunes.

L'OMS a depuis le départ mis en garde contre toute stigmatisation d'une communauté en particulier, en soulignant que la transmission n'était pas cantonnée aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Un certain nombre de femmes et d'enfants (en-dehors de la zone endémique) ont contracté la maladie. C'est grâce en particulier à la mobilisation et aux campagnes de sensibilisation des organisations de défense des droits LGBTQ que les foyers ont pu être réduits.

Au 31 octobre, 77.264 cas ont été répertoriés dans 103 pays et la maladie a fait 36 morts, selon le tableau de bord de l'OMS.

Lors de la semaine du 24 au 30 octobre, le nombre de cas a baissé dans le monde de 40,7%.

La majorité des nouvelles infections lors du mois écoulé s'est produite sur le continent américain (88,7%) et dans la région Europe de l'OMS, qui compte 53 pays, (7,7%).

Les 10 pays les plus touchés sont les États-Unis, le Brésil, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Colombie, le Pérou, le Mexique et le Canada. A eux seuls, ils ont enregistré 86,4% de tous les cas répertoriés dans le monde.

Lors de la semaine du 24 au 30 octobre, le Nigeria a enregistré la plus forte hausse parmi 15 pays qui ont vu les cas augmenter.

En revanche, 58 pays n'ont pas signalé de cas depuis 21 jours, ce qui correspond à la période maximale d'incubation de la maladie pendant laquelle un porteur ne présente aucun des symptômes très caractéristiques de la maladie.

Cérémonie de dépôt de gerbes organisée pour commémorer la déportation de la communauté chagossienne

La commémoration de la déportation de la Communauté chagossienne a été marquée, hier, par une cérémonie de dépôt de gerbes et de jets de fleurs à la mer au Monument des Chagos, Quai C, Port Area à Port-Louis. L'exil de la communauté chagossienne de sa patrie entre 1965 et 1973 est un crime contre l'humanité. Le gouvernement a déclaré le 3 novembre comme date de commémoration de la déportation de la communauté chagossienne.

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, le Vice-Premier ministre, ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire, ministre du Tourisme, M. Louis Steven Obeegadoo, le Vice-Premier ministre, ministre des Collectivités Locales et de la Gestion des Risques de Catastrophe, Dr Mohammad Anwar Husnoo, les Députés, le Président du Conseil d'Administration du Chagossian Welfare Fund, M. Louis Olivier Bancourt et des membres de la Communauté Chagossienne étaient présents à cette occasion.

Dans une déclaration, le Premier ministre Jugnauth a souligné l'importance de commémorer chaque année cette journée en souvenir de la douleur et du chagrin des Chagossiens. Il a rendu hommage à leur persévérance et à leur esprit combatif, en particulier les défunt.

Il a rappelé comment les frères et sœurs de l'archipel des Chagos ont été déportés de force dans des conditions inhumaines tandis que certains ont perdu la vie et



d'autres se sont jetés à la mer.

Le combat se poursuit et s'intensifie jusqu'à la victoire, a souligné M. Jugnauth. Le gouvernement, a-t-il dit, fera de son mieux pourachever le processus de décolonisation et exercer sa pleine souveraineté sur les Chagos. Il a insisté sur la décision de la Cour internationale de Justice (CIJ), selon laquelle l'archipel des Chagos fait partie intégrante du territoire mauricien et que le Royaume-Uni n'a aucun droit territorial ni revendication à l'égard de l'archipel. Le gouvernement poursuivra sa lutte incontestée pour les droits des Chagossiens et veillera à ce que les injustices cessent, a souligné M. Jugnauth.

Il a en outre indiqué que pour la première fois, depuis l'indépendance, le gouvernement a organisé une visite dans

l'archipel des Chagos du 8 au 22 février 2022. « C'est un moment historique pour Maurice car nous avons affirmé notre souveraineté sur les Chagos et hissé le drapeau de Maurice sur Peros Banhos, les îles Salomon et le récif de Blenheim », a déclaré le Premier ministre. Le Premier ministre a également exprimé ses remerciements au président des Seychelles pour avoir aidé le gouvernement mauricien à rendre l'expédition possible.

Il a indiqué que 25 participants dont cinq représentants de la communauté chagossienne ont participé à l'expédition ajoutant que ce fut un moment très émouvant pour les Chagossiens qui se rendent sur leur terre natale pour visiter les tombes et l'église.

La visite, a-t-il souligné, a permis au

gouvernement d'avoir accès à des informations cruciales qui, selon lui, seront très importantes pour délimiter le territoire maritime entre Maurice et les Maldives.

Le Premier ministre a félicité le Chagossian Welfare Fund pour avoir préservé la culture chagossienne au fil des ans et son folklore, le "Sega tambour" de l'archipel des Chagos, qui, a-t-il indiqué, est inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente de l'UNESCO.

Le Premier ministre Jugnauth a énuméré plusieurs mesures gouvernementales pour améliorer la qualité de vie des Chagossiens. Ils comprennent : la remise de tensiomètres à chaque Chagossien, des bourses aux étudiants, la sensibilisation aux activités sanitaires et sportives et l'attribution d'un terrain pour les activités agricoles à Pointe aux Sables.

Pour sa part, M. Bancourt a souligné que la commémoration marque un moment historique pour la communauté chagossienne et que le site est symbolique de leur exil forcé, de l'agonie, de l'injustice et des épreuves endurées.

Il a fait une mention spéciale à feu Sir Anerood Jugnauth pour son combat acharné pour les droits des Chagossiens et a remercié la communauté des femmes chagossiennes et chacune et chacun pour leur contribution. M. Bancourt a également condamné le non-respect du Royaume-Uni à l'égard de la décision de la CIJ en faveur de la communauté chagossienne.

Le Premier ministre ouvre une conférence internationale de deux jours sur l'économie numérique et les services bancaires numériques

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a procédé, à l'ouverture d'une conférence internationale de deux jours sur l'économie numérique et la banque numérique qui s'est tenue à l'hôtel Le Méridien à Pointe aux Piments. L'objectif est de fournir une plate-forme à Maurice et à d'autres États africains pour discuter des opportunités et des défis découlant de la numérisation de l'économie et du secteur bancaire.

Le ministre des Finances, de la Planification Economique et du Développement, M. Renganaden Padayachy ; le ministre des Technologies de l'Information, de la Communication et de l'Innovation, M. Darsanand Balgobin ; le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), M. Mathias Cormann ; le directeur général du Conseil de développement économique, M. Ken Poonoosamy ; des membres du corps diplomatique; et d'autres personnalités étaient présentes.

La conférence est organisée conjointement par la Banque de Maurice et l'Economic Development Board sous le patronage du ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des États africains ainsi que des représentants de haut niveau des institutions régionales et internationales participent à la conférence.

Dans son allocution, le Premier ministre Jugnauth a déclaré que Maurice est fière d'être associée à l'OCDE tout en soulignant que cette dernière a joué un rôle important dans les questions relatives à la fiscalité, à la lutte contre le blanchiment d'argent et à la lutte contre le terrorisme financier du pays.



Entretenir la coopération avec ces institutions internationales est une priorité du gouvernement et Maurice participe activement au groupe de travail et aux forums de l'OCDE et a apporté un nouvel engagement avec l'OCDE cette année, a-t-il déclaré.

Le Premier ministre a souligné que le gouvernement s'est engagé à adopter les meilleures normes pour soutenir sa revendication d'une juridiction de fond. Il a souligné que Maurice a évolué et adapté ses cadres institutionnels et réglementaires pour répondre aux exigences strictes des normes mondiales, ajoutant que le pays continuera de démontrer son engagement à respecter les normes internationales et à

lutter contre les activités illégales.

Le succès de Maurice, a-t-il souligné, rappelle ce que le pays a accompli d'une économie monoculture à une économie diversifiée tout en soulignant qu'aujourd'hui, Maurice est un modèle de développement pour le continent africain.

Le Premier ministre a en outre déclaré que Maurice était un fier membre du continent africain et renouvelait continuellement son engagement à s'associer aux économies africaines. Le pays, a-t-il souligné, est bien placé pour servir de plate-forme pour relier les investisseurs internationaux et faciliter le développement des affaires en Afrique. Maurice est signataire de 23 accords d'évitement de la double imposition et de 24 accords de promotion et de protection des investissements qui sont essentiels pour fournir un environnement propice au commerce transfrontalier et aux motivations des risques, a-t-il souligné.

En outre, le Premier ministre a exprimé le souhait que la conférence ouvre la voie à une collaboration plus approfondie entre Maurice et l'OCDE et que Maurice devienne un membre clé de l'OCDE afin de promouvoir ses normes en Afrique.

Quant au ministre Padayachy, il a déclaré que malgré les impacts du Covid-19, le gouvernement n'a pas fait de compromis sur la promotion du développement dans le pays. La pandémie, a-t-il souligné, a agi comme un accélérateur du développement social et économique. Il a énuméré les mesures mises en œuvre pour aider à réduire les inégalités et soutenir le potentiel de croissance, telles que l'augmentation de la pension de retraite de base et le régime d'assistance salariale.

Maurice, a-t-il dit, a parcouru un long chemin depuis son indépendance en 1968 et se définit aujourd'hui comme une démocratie dynamique et une économie de marché qui fonctionne bien et ouverte sur le monde.

Tout en indiquant que l'économie mauricienne est désormais sur la bonne voie, il a donné des perspectives pour l'année 2022 qui se caractérise par une croissance de 7,2% du PIB et supérieure à 5% en 2023, une baisse du chômage au taux de 7,8%, et une augmentation des investissements dépassant Rs 105 milliards et des exportations de biens et services estimées à Rs 292 milliards.

Il a également évoqué l'engagement du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques. « Notre stratégie consiste à accélérer le processus de verdissement grâce au Green Transformation Package tel qu'annoncé dans le budget 2022-2023, a-t-il déclaré.

Quant au secrétaire général de l'OCDE, il a déclaré que la conférence est la preuve des bonnes relations entre l'OCDE et Maurice ajoutant qu'elle renforcera la coopération dans le marché numérique à travers le continent. Il est grand temps que les pays africains exploitent le potentiel de la numérisation pour suivre le rythme de l'économie mondiale, a-t-il souligné.

Pour sa part, M. Poonoosamy a déclaré que la numérisation offre de nombreuses opportunités dans le secteur bancaire en Afrique et il a donc souligné la nécessité de tirer parti de ce nouvel outil. Il a appelé les régulateurs à s'adapter aux nouvelles normes tout en assurant la sécurité du secteur.

Élections en Israël:

Netanyahu se rapproche du pouvoir avec l'extrême droite

Au lendemain des législatives en Israël ayant placé son parti en tête, Benjamin Netanyahu semble en passe de revenir au pouvoir grâce à l'extrême droite, même si les résultats définitifs pourraient changer la donne.

Netanyahu cherche une victoire décisive, Lapid espère l'égalité, Ben Gvir fête la victoire », titre mercredi le Yediot Aharonot, le journal israélien le plus vendu.

À 17H30, environ 87% des bulletins avaient été dépouillés, a indiqué la commission électorale. D'après ses résultats partiels, le Likoud (droite) de M. Netanyahu obtient 32 sièges, devant la formation centriste Yesh Atid (« Il y a un futur ») du Premier ministre sortant Yaïr Lapid qui récolte 24 sièges, sur les 120 du Parlement.

Les alliés d'extrême droite de M. Netanyahu, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, sont eux arrivés en troisième position avec 14 sièges, soit le double des sièges dont ils disposaient jusqu'alors.

Suit le parti de centre-droit de l'ex-chef de l'armée Benny Gantz (12 sièges), membre de la coalition sortante.

Avec ses alliés, le bloc de M. Netanyahu compterait 65 sièges, soit quatre de plus que la majorité.

Mais ces scores pourraient changer à l'annonce des résultats officiels, notamment en fonction des sièges remportés par les petits partis. Deux listes -un parti arabe israélien et la formation de gauche Meretz- flirtent avec le seuil d'éligibilité.

« Il est encore trop tôt pour spéculer sur l'exacte composition du prochain gouvernement de coalition tant que tous les votes ne seront pas comptés », a commenté dans un communiqué l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Thomas Nides.

Le scrutin s'est déroulé sur fond d'un regain de violences en Cisjordanie, territoire



palestinien occupé depuis 1967 par Israël. Mercredi, l'armée israélienne a tué un Palestinien ayant grièvement blessé un soldat dans une attaque à la voiture bélier à un checkpoint.

« Coalition d'extrémistes »

Jugé pour corruption et le plus pérenne des chefs de gouvernement de l'histoire d'Israël, M. Netanyahu, 73 ans, avait perdu le pouvoir en juin 2021 au profit d'une coalition hétéroclite mise sur pied par Yaïr Lapid.

« (...) Nous devons attendre les résultats définitifs mais notre chemin, celui du Likoud, a prouvé qu'il était le bon, nous sommes près d'une grande victoire », a lancé dans la nuit M. Netanyahu à ses partisans à Jérusalem.

Son rival, M. Lapid a lui aussi affirmé que « tant que le dernier bulletin de vote n'est pas compté, rien n'est joué ».

Mais d'emblée, un ancien du Likoud,

l'actuel ministre de la Justice Gideon Saar, a prévenu du risque de voir Israël se diriger vers une « coalition d'extrémistes » menée par M. Netanyahu et ses alliés.

« Le temps est venu pour un gouvernement de droite à part entière. Le temps est venu d'être les maîtres (...) dans notre pays ! », a lancé mercredi M. Ben Gvir, réitérant son appel à user de la force, notamment contre les Palestiniens.

« Israël est sur le point d'entamer une révolution de droite, religieuse et autoritaire, dont le but est de détruire l'infrastructure démocratique sur laquelle le pays a été construit », s'est alarmé le grand quotidien de gauche Haaretz.

« Déprimée »

« Je me suis réveillée ce matin avec l'espoir que les résultats aient changé mais lorsque j'ai lu qu'il menait (Netanyahu, NDLR), ça m'a complètement déprimée », a

déclaré à l'AFP Lauren Vaturi Moses 24 ans, restauratrice à Tel-Aviv.

« C'est absurde qu'il puisse être élu alors qu'il est inculpé et que son procès est en cours. »

Pour ces cinquièmes législatives en trois ans et demi, la classe politique craignait une « fatigue » des 6,8 millions d'électeurs inscrits. Mais au contraire, le taux de participation a été de 71,3%, soit le plus élevé depuis 2015.

Dans le système proportionnel israélien, une liste doit obtenir au moins 3,25% des voix pour entrer au Parlement, soit un minimum de quatre sièges.

La situation est particulièrement critique pour les partis de la minorité arabe israélienne, hostiles au bloc de droite de M. Netanyahu.

En 2020, ils avaient récolté un record de 15 sièges après une campagne sous une seule bannière. Mais ils se sont cette fois présentés en ordre dispersé sous trois listes, Raam (islamiste), Hadash-Taal (laïc) et Balad (nationaliste). Si certains n'atteignent pas le seuil d'éligibilité, cela augmentera les chances d'une victoire de M. Netanyahu.

« Les résultats montrent que Netanyahu a le plus de chance de former un gouvernement, avec des fascistes à ses côtés », s'est inquiétée Aïda Touma-Suleiman, députée de Hadash-Taal. « Nous sommes profondément préoccupés car cela témoigne de la direction que prend ce pays et ce qui attend les Palestiniens. »

Brésil: pour Bolsonaro, la prison après la défaite?

« J'ai trois possibilités pour l'avenir: être emprisonné, être mort ou victorieux », avait lancé Jair Bolsonaro en août 2021, plus d'un an avant sa défaite face à Lula à la présidentielle dimanche.

Vous pouvez être sûr que la première option (la prison) n'existe pas », avait déclaré le président d'extrême droite, lors d'une rencontre avec des évangeliques.

Pourtant, les analystes consultés par l'AFP considèrent que ce risque d'emprisonnement est bien réel, même si les procédures pourraient prendre des années.

Depuis le début de son mandat, le président Bolsonaro a été la cible de plusieurs enquêtes, notamment pour désinformation, et plus de 150 demandes de destitution, la plupart liées à sa gestion de la crise de la COVID-19, qui a fait au moins 685 000 morts au Brésil.

Ces menaces d'écourter son mandat ont été écartées par deux alliés-clés: le procureur-général Augusto Aras, qui s'est abstenu de lancer toute accusation formelle contre le chef de l'État, et le président de la Chambre des députés, Arthur Lira, qui s'est refusé à donner suite aux demandes de destitution.

Mais la donne va changer à partir du 1er janvier: quand Luiz Inacio Lula da Silva sera investi à la fonction suprême, Jair Bolsonaro perdra son immunité présidentielle.

Il pourra alors être jugé par des tribunaux de première instance, et pas seulement par la Cour suprême.

Documents sous scellés

La justice brésilienne s'intéresse déjà de près aux affaires de la famille Bolsonaro.

Le parquet avait requis fin 2020 l'inculpation du fils aîné du président, Flávio Bolsonaro, aujourd'hui sénateur, pour détournement de fonds et blanchiment.

Il était soupçonné de «rachadinha», quand des employés du cabinet d'un élu rémunérés par l'État reversent une partie de leur salaire à leur employeur.

L'affaire a finalement été classée en mai dernier, un tribunal supérieur ayant considéré que l'enquête avait violé son immunité parlementaire, en levant, entre autres, son secret bancaire.



Mais une série de reportages du site d'informations Uol a montré que le parquet disposait de forts indices laissant penser que la pratique de la «rachadinha» était généralisée dans la famille Bolsonaro, y compris chez Jair, qui a été député 27 ans avant d'accéder à la présidence.

«Quand le mandat présidentiel prendra fin, Jair Bolsonaro pourra répondre à la justice commune et le parquet pourra ouvrir de nouvelles enquêtes», assure le juriste Rogério Dultra dos Santos, de l'Université Fédérale Fluminense.

Le président a toujours nié toute malversation, se disant victime de «persécution politique», y compris quand Uol a révélé récemment que des membres de sa famille avaient acquis 51 biens immobiliers payés intégralement ou partiellement en espèces de 1990 à 2022, pour un montant total de près de 4,8 millions d'euros.

Au cours de son mandat, le président Bolsonaro a mis sous scellés pour 100 ans une quantité de documents, officiels ou personnels, qui pourraient se révéler compromettants.

«Lula a déjà promis qu'il allait autoriser l'accès à ces documents s'il est élu. S'il le fait, cela pourrait avoir des conséquences judiciaires», estime Rogério Dultra dos Santos, qui est membre de l'Association brésilienne des juristes pour la démocratie (ABHD).

Ces documents pourraient contenir par exemple des révélations sur une ingérence de pasteurs évangéliques dans le budget du ministère de l'Éducation.

«Destin à la Trump»

Rogério Dultra dos Santos souligne néanmoins que les procédures pourraient «prendre plusieurs années», avec de multiples recours qui retardent toute possibilité d'emprisonnement.

Jair Bolsonaro pourrait bénéficier d'une décision de la Cour suprême qui a permis à Lula de retrouver la liberté après 18 mois d'incarcération suite à des accusations de corruption.

En novembre 2019, l'ex-président de gauche a été libéré après que cette haute cour a décidé qu'un accusé ne pouvait être emprisonné qu'une fois que tous ses recours auraient été jugés, et plus seulement après une première condamnation en appel.

Au-delà des questions judiciaires, Jair Bolsonaro avait tenu des propos surprenants à trois semaines de l'élection, affirmant qu'il comptait «rester en retrait» de la vie politique en cas de défaite.

«Cela m'étonnerait beaucoup qu'il abandonne la politique. Je lui vois plutôt un destin à la Trump, qui garde une influence considérable sur la politique américaine malgré sa défaite en 2020», dit Mayra Goulart, politologue à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro.

D'ailleurs, dans son allocution mardi, M. Bolsonaro a dit: «C'est un honneur d'être le leader de millions de Brésiliens», après avoir célébré le fait que «la droite a vraiment émergé» au Brésil sous son mandat.

Malaise dans la Francophonie

Atrois semaines du 18e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui se tiendra les 19 et 20 novembre à Tunis, des voix divergentes s'expriment sur l'action de cette organisation destinée à promouvoir le français dans le monde. Plusieurs acteurs de terrain, en Afrique notamment, s'inquiètent de la diminution de l'action de l'OIF en éducation — qui devrait être le cœur de sa mission — depuis que l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda Louise Mushikiwabo en a pris la direction en 2018.

« Depuis que Mme Mushikiwabo la dirige, l'OIF est devenue invisible sur le terrain. L'éducation ne semble plus une priorité et l'Organisation ne remplit plus sa fonction », nous confie Fridolin Mve Messa, secrétaire général du principal syndicat d'enseignants du Gabon. Joint à Libreville, le syndicaliste estime plus généralement que l'OIF « ne s'implique plus dans la défense de la langue française. Si l'éducation n'est plus une priorité, qu'on nous le dise » !

La frustration qu'exprime Fridolin Mve Messa n'est pas isolée. Elle s'exprime tout particulièrement au sein du Comité syndical francophone et de la formation (CSFEF), qui regroupe les syndicats d'enseignants des pays francophones. La semaine dernière, comme elle le fait depuis 35 ans à chaque sommet, l'organisation s'est réunie en Tunisie, où se tiendra bientôt le Sommet de la Francophonie. Quelle ne fut pas la surprise des organisateurs de découvrir que, contrairement à ce qui se pratiquait auparavant, aucun représentant de l'OIF ne serait présent. Branche francophone de l'Internationale de l'éducation, la CSFEF a été créée en 1987 à l'initiative de syndicats français, québécois et sénégalais. À titre d'organisation internationale non gouvernementale, elle est accréditée à l'OIF.

« Déliquescence » ?

« Lors de nos congrès précédents, nous avons toujours obtenu un financement pour tenir nos activités, nous avons toujours eu un représentant de l'OIF à la cérémonie d'ouverture. Cette année, rien de tout cela. L'OIF nous répond que la ligne budgétaire pour les organisations de la société civile a été supprimée », dit le secrétaire général du

CSFEF, le Québécois Luc Allaire.

Pour celui qui est aussi responsable des relations internationales de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), ce retrait de l'OIF n'est qu'une manifestation de « [son] état de déliquescence » actuel. Selon lui, jamais l'OIF n'a été aussi peu présente dans la défense du français dans le monde depuis qu'elle est dirigée par la Rwandaise Louise Mushikiwabo.

En 2018, le mandat de l'ancienne gouverneure générale du Canada Michaëlle Jean n'avait pas été renouvelé après que la presse québécoise eut révélé des dépenses somptuaires de l'ordre de 500 000 dollars pour son appartement parisien. Soucieux de réconcilier la France avec le Rwanda, le président français, Emmanuel Macron, avait alors soutenu la candidature de l'ancienne ministre des Affaires étrangères de ce pays. Une nomination qui a ensuite ouvert la voie à une réconciliation entre les deux nations et à une visite officielle du président au Rwanda.

« L'OIF a-t-elle cessé de promouvoir la langue française ? » demande Augustin Tumba Nzuji, qui dirige la Fédération nationale des enseignants et éducateurs sociaux (FENECO/UNTC) de la République démocratique du Congo (RDC). « Depuis que Mme Mushikiwabo est en place, l'action de la Francophonie n'a cessé de régresser, dit-il. Pourtant, on ne cesse de nous répéter que l'éducation est censée être la priorité de l'OIF et que l'avenir de la langue française est en Afrique. »

La RDC compte 400 dialectes et quatre langues nationales, mais le français y demeure la seule langue parlée dans tout le pays. Les réductions budgétaires, dit Augustin Tumba Nzuji, ne pourront manquer d'avoir un effet sur l'action de l'Organisation en direction de l'Afrique, où se trouvent aujourd'hui l'immense majorité des locuteurs francophones.

Avenue Bosquet à Paris, au siège de l'OIF, on se défend de tout relâchement de l'action de la Francophonie dans le domaine de l'éducation. Si les subventions du CSFEF ont été supprimées, c'est parce que « la programmation de l'OIF a été recentrée sur de grands enjeux, recherchant l'impact sur les populations et l'atrac-



tivité pour les bailleurs de fonds », dit Oria Kije Vande Weghe, directrice des communications de l'OIF. L'Organisation ne finance plus que 25 projets phares, dont plusieurs en éducation, comme les Centres régionaux pour l'enseignement (CRE), couvrant une vingtaine de pays sur trois continents, et l'Initiative francophone pour la formation des maîtres (IFADEM), présente dans 15 pays d'Afrique.

La tentation du Commonwealth

À Ottawa, la responsable de la Direction de la Francophonie, Chrystiane Roy, a refusé de nous parler. Mais Le Devoir a appris qu'Ottawa est bien au fait de ce malaise. Certains fonctionnaires se demandent notamment si la réduction des budgets de l'OIF n'est pas allée trop loin. On s'inquiète aussi de la propension de la secrétaire générale à écarter les organisations de la société civile. Ce que nie formellement Oria Kije Vande Weghe. En 2022, 130 organisations non gouvernementales nationales et internationales ont été accréditées auprès de la Francophonie.

Cet « effacement » de l'OIF ne concernerait pas que l'éducation. En février dernier, il avait fallu un mois, et les pressions du Canada et du Québec, pour que l'OIF prenne position sur la guerre en Ukraine, un pays qui est pourtant membre observateur de l'Organisation depuis 2006. Sur les

grandes questions des droits de la personne, l'ancien directeur des communications de l'Organisation Bertin Leblanc déplorait en mai dernier, sur les ondes de Radio France internationale, que l'OIF soit devenue très « discrète ».

Ces faiblesses expliqueraient-elles la décision du Togo et du Gabon de rejoindre le Commonwealth ? Une organisation dont le Rwanda a d'ailleurs accueilli en juin le dernier sommet. Le plus récent rapport de l'Observatoire de la langue française (2022) notait que, malgré une croissance du nombre de ses locuteurs en Afrique, la langue française continuait à reculer dans les organisations internationales.

Pour Fridolin Mve Messa, le Commonwealth ne remplacera jamais l'OIF. « Le Gabon est un des pays les plus francophones du monde. Ici, seules les élites parlent anglais. » Mais le syndicaliste déplore la propension des représentants de la France à s'exprimer partout en anglais, une propension que les prédécesseurs de Louise Mushikiwabo n'hésitaient pas à critiquer. « À quoi sert-il de défendre la langue française si dans les organismes internationaux les Français s'expriment en anglais ? Si les Français ne veulent plus du français, qu'ils nous le disent. Nous, on va s'en occuper. »

Le suspect de l'attaque du mari de Pelosi inculpé

L'homme suspecté d'avoir violemment agressé le mari de la cheffe des démocrates au Congrès des États-Unis, Nancy Pelosi, a été inculpé de tentative d'enlèvement et d'agression, a annoncé le département américain de la Justice lundi.

David DePape avait déclaré avoir eu l'intention de « briser les rotules » de la responsable si elle ne cessait pas de « mentir », selon un document judiciaire.

Il s'est introduit vendredi matin dans le domicile du couple, à San Francisco, équipé notamment de corde, de paires de gants et de ruban adhésif, a précisé le département dans un communiqué.

Autant d'éléments qui prouvent, selon le ministère, qu'il avait l'intention de kidnapper la responsable, un chef d'inculpation qui pourrait lui valoir jusqu'à 20 ans de prison. Avoir agressé son mari lui fait encourir une autre peine, pouvant aller jusqu'à 30 ans, a déclaré le département de la Justice.

L'homme est entré dans la chambre du couple en cherchant Nancy Pelosi, qui se trouvait à Washington. Son arrivée a réveillé Paul Pelosi, 82 ans, qui a eu le temps d'appeler le 911 avant que le suspect ne l'attaque avec un marteau.

Après son arrestation, David DePape a déclaré aux agents qu'il jugeait Nancy



Pelosi responsable des « mensonges » propagés, selon lui, par le parti démocrate, d'après un document judiciaire joint au communiqué du département.

Précisant avoir eu l'intention de la prendre en otage et de lui parler, l'homme a expliqué que si elle lui avait dit « la vérité », il l'aurait libérée, mais que si elle lui avait « menti », il lui aurait « brisé les rotules », selon cette même source.

Paul Pelosi a « subi la punition à sa

place », a affirmé le suspect.

Cette agression s'est produite à une dizaine de jours des élections de mi-mandat, lors desquelles les démocrates risquent fort de perdre leur majorité à la Chambre des représentants.

Vendredi, avant que les détails de l'agression du mari de Nancy Pelosi ne soient connus, des responsables sécuritaires américains s'étaient inquiétés dans une note de service que la désinformation ne

pousse certains extrémistes à commettre des attaques violentes.

Des craintes également exprimées par le président Joe Biden, qui, dans un discours vendredi soir, avait prévenu que la désinformation pouvait influencer les personnes qui ne sont « pas totalement équilibrées ».

David DePape, qui vivait dans un garage dans une petite ville près de San Francisco, avait relayé sur les réseaux sociaux ces derniers mois des publications affirmant que les élections avaient été volées ou que les vaccins anti-COVID ne fonctionnaient pas.

Inti Gonzalez, dont la mère a été la compagne du suspect pendant des années, a affirmé qu'il avait des problèmes de santé mentale et qu'il s'était récemment tourné vers le complotisme d'extrême droite.

Nancy Pelosi s'est dite « traumatisée » samedi par l'agression, précisant que l'état de santé de Paul Pelosi, opéré pour une fracture du crâne et des blessures au bras et aux mains vendredi, continuait de s'améliorer.

La classe politique américaine s'est montrée unanime dans sa condamnation de l'attaque. Le président Joe Biden a dénoncé un acte « ignoble ».

États-Unis

Aux États-Unis, forte hausse des demandes d'envoi de pilules abortives depuis l'étranger

Depuis que la Cour suprême américaine a annulé le droit fédéral à l'avortement, les demandes d'Américaines pour se faire poster des pilules abortives depuis l'étranger ont fortement augmenté aux États-Unis, selon une étude publiée mardi.

Ces travaux, publiés dans la revue scientifique JAMA, ont analysé le nombre de demandes auprès du service de télémédecine payant Aid Access, qui prescrit et envoie des pilules abortives depuis l'étranger dans 30 états américains.

Il opère en dehors du système de santé américain, et a été précisément pensé pour contourner les interdictions ou les difficultés d'accès localement, en permettant aux femmes d'avorter seules chez elles.

A partir de fin juin, dans la foulée de la décision de la Cour suprême, de nombreux états ont rendu l'avortement illégal ou l'ont fortement restreint.

Avant l'arrêt de la Cour suprême, Aid Access recevait en moyenne 83 demandes quotidiennes de ces 30 états. Mais durant les deux mois suivant l'annonce de la décision, ce nombre a bondi à 213 par jour, selon l'étude -- soit une augmentation d'environ 160%.

Proportionnellement à la population de femmes dans chaque état, l'augmentation a été la plus élevée pour les demandes venues de Louisiane, du Mississippi, de l'Arkansas, de l'Alabama, et de l'Oklahoma.



Ces cinq états font partie de ceux ayant complètement interdit les avortements.

Les «restrictions légales actuelles» étaient souvent citées par les femmes ayant recours à ce service, dans un questionnaire qu'elles devaient remplir lors de leur demande.

Dans les états ayant rendu les avorte-

ments illégaux, cette réponse était citée dans environ 62% des cas après la décision de la Cour suprême, contre 31% avant.

Cette étude ne prend par ailleurs pas en compte les autres façons d'accéder à ces pilules, faciles à trouver pour quelques centaines de dollars sur sites internet commerciaux -- mais sans accompagnement médical.

cal.

Une autre étude, également publiée mardi dans la revue JAMA, a étudié le temps de trajet pour les Américaines jusqu'à une clinique pratiquant des avortements.

Cette durée était en moyenne de 28 minutes avant la décision de la Cour suprême, et s'est considérablement rallongée, à 1 heure et 40 minutes, après. Mais cette moyenne nationale recouvre de fortes disparités locales.

Dans les états ayant mis en place une interdiction totale d'avorter ou une limite à 6 semaines de grossesse, l'augmentation moyenne du temps de trajet était de 4 heures, selon cette étude.

Le manque d'accès à une clinique d'avortement est notamment un problème "pour les personnes n'ayant pas les moyens de voyager", ont souligné les auteurs.

Dans les 100 jours ayant suivi l'arrêt de la Cour suprême, au moins 66 cliniques ont cessé de pratiquer des avortements, selon un rapport début octobre de l'institut Guttmacher.

Paludisme: une espèce invasive de moustique gagne du terrain en Afrique

De nouvelles données font apparaître la propagation en Afrique d'une espèce invasive de moustique vecteur du paludisme venue d'Asie, faisant peser une menace potentielle sur des dizaines de millions de citadins, alertent des chercheurs mardi.

Causé par cinq espèces de parasites transmis par les piqûres de moustiques infectés, le paludisme (ou malaria) reste un fléau, notamment pour les enfants africains, malgré l'arrivée récente d'un vaccin. Il se manifeste par de la fièvre, des maux de tête, des douleurs musculaires, puis par des cycles de frissons, fièvre et sueurs.

En Afrique, où sont survenus plus de 95 % des 627 000 décès mondiaux de paludisme en 2020, la maladie se répand surtout en zones rurales, via les moustiques Anopheles gambiae, dominants sur ce continent.

Or, une autre espèce, Anopheles stephensi, longtemps principal vecteur de la malaria dans les villes indiennes et iraniennes, peut se reproduire dans des réservoirs d'eau urbains, et donc prospérer lors des saisons sèches. Elle est également résistante aux insecticides courants.

Si ce moustique se déployait largement en Afrique, plus de 126 millions de personnes dans 44 villes seraient à risque de paludisme, selon une modélisation de 2020.

À Djibouti, premier pays africain à avoir détecté Anopheles stephensi en 2012 alors qu'il était sur le point d'éradiquer le paludisme avec seulement 27 cas cette année-là, la malaria est repartie en flèche depuis l'arrivée de ce pathogène. Quelque 73 000 cas y ont été comptabilisés en 2020, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Et une épidémie de paludisme dans l'Éthiopie voisine a été causée par le même moustique, selon une étude non revue par des pairs, présentée mardi lors de la réunion annuelle de la Société américaine de médecine tropicale et d'hygiène à Seattle (États-Unis).



À Dire Dawa, deuxième ville d'Éthiopie, située dans l'est, sur la ligne ferroviaire entre Addis-Abeba et Djibouti, 205 cas de paludisme avaient été enregistrés en 2019. Cette année, plus de 2 400 cas l'ont été rien qu'entre janvier et mai.

Or cette épidémie s'est produite pendant la saison sèche, lorsque le paludisme est traditionnellement rare.

Face à l'envolée des cas, des chercheurs «se sont empressés d'enquêter», a raconté à l'AFP l'un d'eux, Fitsum Girma Tadesse, biologiste moléculaire à l'institut de recherche Armauer Hansen d'Addis-Abeba. Ils ont rapidement déterminé que «les moustiques Anopheles stephensi sont responsables de la hausse des contaminations».

«Menace majeure»

Ces moustiques porteurs de la malaria ont aussi été découverts dans des réservoirs d'eau voisins.

La préférence de cette espèce pour les réservoirs d'eau ouverts, fréquents dans les villes africaines, «la rend unique», a souligné Fitsum Girma Tadesse.

Le Soudan semble aussi touché. Selon d'autres données préliminaires présentées à Seattle, des moustiques Anopheles stephensi ont été identifiés dans 64 % des 60 sites de tests, répartis dans neuf régions.

«Dans certains cas, jusqu'à 94 % des ménages ont des moustiques stephensi» à proximité, a déclaré Hmooda Kafy, entomologiste médical et chef du département de gestion des vecteurs au ministère

soudanais de la Santé, dans un communiqué.

Ces découvertes interviennent après que l'Institut nigérian de recherche médicale a confirmé pour la première fois, en juillet, la présence d'Anopheles stephensi en Afrique de l'Ouest.

Pour Sarah Zohdy, du Centre américain de contrôle des maladies, c'était «surprenant» alors que l'attention était sur la Corne de l'Afrique.

Depuis quelques mois, la menace d'Anopheles stephensi en Afrique n'est plus «potentielle», mais avérée, a noté cette experte en écologie des maladies, qui travaille avec l'Initiative présidentielle des États-Unis contre le paludisme, partenaire de l'étude éthiopienne.

«Les preuves existent maintenant pour suggérer que le monde doit agir contre ce phénomène», a-t-elle insisté, appelant aussi à une surveillance accrue pour savoir exactement jusqu'où l'Anopheles stephensi s'est propagé à travers le continent africain. Il aurait été repéré en Somalie, selon l'OMS, qui a lancé en septembre une initiative pour contrer sa propagation en Afrique.

Comme il peut prospérer dans les réservoirs d'eau urbains, «on passe d'une maladie saisonnière à une maladie qui peut persister toute l'année», ce qui représente «une menace majeure» pour les progrès contre le paludisme, selon la chercheuse.

Les décès du paludisme ont reculé de plus de moitié entre le début du siècle et 2017 — principalement grâce aux moustiques imprégnés d'insecticide, aux tests et aux médicaments —, avant que la pandémie de Covid-19 n'interrompe ce déclin.

VENDREDI 4 NOVEMBRE 2022

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 19th January 2023, at 1.30 p.m.** shall take place before the Master's Bar situate at Supreme Court Building, Cnr edith Cavell and Desroches Streets, Port Louis, the sale by Licitation of the hereunder described immoveable property viz:-

A portion of land of the extent of fifteen perches (15 Perches) situated in the district of Flacq place called Queen Victoria, together with a concrete house the whole morefully described in the deed transcribed in TV 854/61. The said portion of land is bounded as follows:-

"D'un cote, par la route publique de Mare Fougeres sur soixante trois pieds,

Du second cote par l'axe d'un chemin de sortie de six pieds sur quatre vingt seize pieds

Du troisième cote, par Marday Mootan sur quatre vingt un pieds et

Du dernier cote, par les reserves de la Riviere Croignard sur une droite de quatre vingt un pieds.

Ensemble tout ce qui peut en depender ou faire partie sans aucune exception ni reserve autre que la maison en bois et tole y existant qui est la proprietie de l'acquereur lui meme.

The said portion of land is residential.

Together with all that depends or forms part thereof without any exceptions or reservations whatsoever.

The said sale is prosecuted at the request of against, (1) Ramawuth MAHADAO, residing at Boulet Rouge, Centre de Flacq; (2) Heirs of Late Ramduth MAHADAO namely (a) Sudhir MAHADAO, residing at Tagore Lane, Mesnil; and (b) Leena MAHADAO, residing at Royal Road, Grand Gaube (3) Ragoonath MAHADAO, residing at Mission Cross Road, Bon Accueil; (4) Saymantee MAHADAO, residing at Padaruth Lane, Grand Bois; (5) Heirs of Late Sakee MAHADAO namely:- (a) Dhumuth Sharma MAHADAO residing at Centre de Flacq; and (b) Soobhadra RAMSARAN residing at Sebastopol (6) Heirs of Late Balkissoon MAHADAO namely:- (a) Lalita MAHADAO residing at Kestrel Road, Riviere du Poste; (b) Urmila MAHADAO residing at Morcellement St Andre; and (c) Youguntee Greedharee residing at Aliascoowar, Curepipe Road (7) Bijwanteen MAHADAO, residing at Doolar Lane, Mahebourg; (8) Sookraj MAHADAO residing at Seesunkur Road, Quartier Militaire; (9) Heirs of Late Ashok MAHADAO namely:- (a) Reena MAHADAO, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq; and (b) Keshav MAHADAO, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq; and (c) Widow Keeran Kistoo, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq, (10) Savitree MAHADAO, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq against Heirs of Late Padaruth MAHADAO namely:- (a) Widow Praba Gangaram residing at Royal Road, Queen Victoria, Central Flacq; and (b) Yash Mahadao residing at Royal Road, Queen Victoria, Central Flacq.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall be debarred from such right.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 31st day of October 2022

Mrs Brinda Kaniah

Of 2nd Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

Take notice that on the 27th October 2022 has been filed in the Master's office of the Supreme Court the Memorandum of Charges and Conditions of Sale pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar the Sale by Licitation of the hereunder described immoveable property viz :-

A portion of land of the extent of three hundred and twenty decimal eight square metre (320.8 m²) being Lot B6 situated in the district of Pamplemousses, place called Mapou the whole morefully described and transcribed in title deed bearing Vol 4198 No. 5. The said portion of land is bounded as follows:-

"D'un cote par un chemin commun de trois metres quatre vingt seize centimetres (3.96m) de large sur seize metres soixante seize centimetres (16.76m).

Du second cote par le lot B8 sur dix neuf metres vingt centimetres (19.20m).

Du troisieme cote partie par le lot B7 et partie par le lot B5 sur seize metres soixante seize centimetres (16.76m)

Et du quatrieme et dernier cote par le lot b4 sur dix neuf metres vingt centimetres (19.20m) »

The said portion of land is residential.

Together with all that depends or forms part thereof without any exceptions or reservations whatsoever, the whole morefully described in the said Memorandum of Charges.

The said Sale is prosecuted at the request of 1. Marie Christina Gateau (born Sham) residing at Block B6, Housing Estate, Mapou, 2. Jean Herve Gateau residing at Block B6, Housing Estate, Mapou, 3. Arnaud Spencer Wensley Gateau residing at Block B6, Housing Estate, Mapou and 4. Gervais Alex Pascal Gateau residing at Block B6, Housing Estate, Mapou against Louis Clarel Guiano Gateau residing at Block B6, Housing Estate, Mapou.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall be debarred from such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 31st day of October 2022

Mrs Brinda Kaniah

of 2nd Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **Duke Consultants (Mauritius) Ltd**, a Domestic Company and having its registered office at 26, Avenue des Ibis, Sodrac, Quatre Bornes, Mauritius is on this 19th May 2022 of applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under Section 309(1) (d) of the Companies Act 2001

Notice is hereby also given that the company has ceased to carry business, has discharged in full its liabilities to all known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001

Any objection to the removal of the company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by not later than 28 days from the date of the notice

Dated this 31st October 2022

Lexjurist Consultants Ltd
Company Secretary

NOTICE UNDER SECTION 36 (2) (C) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "**Holdem Business School Limited**" has, by way of a special resolution passed on 11 October 2022 changed its name to "**HOLDEM SEN SCHOOL LTD**" as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on the 21st October 2022.

Dated 27th October 2022

Jerome Stephane Appavoo
Director

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, MR.KOOSRAJ RAMANAH will apply to the District Council of Riviere Du Rempart for a Building and Land Use Permit for a proposed Extensive alterations, addition & repairs to an existing ground floor building using corrugated iron sheets to be used as Raising of horses and other equines-Horse Stable for 36 horses at Off Royal Road, L'Esperance Trebuchet

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated: 25th day of October, 2022.

SALE BY LICITATION

Take notice that on the 14th June 2022 has been filed in the Master's office of the Supreme Court the Memorandum of Charges and Conditions of Sale pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar the Sale by Licitation of the hereunder described immoveable property viz :-

A portion of land of the extent of fifteen perches (15 Perches) fifteen perches (15 Perches) situated in the district of Flacq place called Queen Victoria, together with a concrete house the whole morefully described in the deed transcribed in TV 854/61. The said portion of land is bounded as follows:-

"D'un cote, par la route publique de Mare Fougeres sur soixante trois pieds,

Du second cote par l'axe d'un chemin de sortie de six pieds sur quatre vingt seize pieds

Du troisième cote, par Marday Mootan sur quatre vingt un pieds et

Du dernier cote, par les reserves de la Riviere Croignard sur une droite de quatre vingt un pieds.

Ensemble tout ce qui peut en depender ou faire partie sans aucune exception ni reserve autre que la maison en bois et tole y existant qui est la proprietie de l'acquereur lui meme.

The said portion of land is residential.

Together with all that depends or forms part thereof without any exceptions or reservations whatsoever, the whole morefully described in the said Memorandum of Charges.

The said Sale is prosecuted at the request of (1) Ramawuth MAHADAO, residing at Boulet Rouge, Centre de Flacq; (2) Heirs of Late Ramduth MAHADAO namely (a) Sudhir MAHADAO, residing at Tagore Lane, Mesnil; and (b) Leena MAHADAO, residing at Royal Road, Grand Gaube (3) Ragoonath MAHADAO, residing at Mission Cross Road, Bon Accueil; (4) Saymantee MAHADAO, residing at Padaruth Lane, Grand Bois; (5) Heirs of Late Sakee MAHADAO namely:- (a) Dhumuth Sharma MAHADAO residing at Centre de Flacq; and (b) Soobhadra RAMSARAN residing at Sebastopol (6) Heirs of Late Balkissoon MAHADAO namely:- (a) Lalita MAHADAO residing at Kestrel Road, Riviere du Poste; (b) Urmila MAHADAO residing at Morcellement St Andre; and (c) Youguntee Greedharee residing at Aliascoowar, Curepipe Road (7) Bijwanteen MAHADAO, residing at Doolar Lane, Mahebourg; (8) Sookraj MAHADAO residing at Seesunkur Road, Quartier Militaire; (9) Heirs of Late Ashok MAHADAO namely:- (a) Reena MAHADAO, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq; and (b) Keshav MAHADAO, residing at Ramchadar Road, Riche mare, Central Flacq against Heirs of Late Padaruth MAHADAO namely:- (a) Widow Praba Gangaram residing at Royal Road, Queen Victoria, Central Flacq; and (b) Yash Mahadao residing at Royal Road, Queen Victoria, Central Flacq.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall be debarred from such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 16th day of June 2022

Mrs Brinda Kaniah

of 2nd Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on Thursday the 24th day of November 2022 at 1:30 p.m. shall take place before the Master's Bar, situate at 2nd Floor, New Supreme Court Building, Corner Edith Cavell and Desroches Street, Port Louis, the SALE BY LICITATION of a portion of land of an extent of 11 perches (464.30 square meters), bearing PIN 1116360056, situate at Saint Croix, Port Louis but has been found to be of an extent of 459 square meters after measurements by virtue of a *rapport d'arpentage* drawn up by M S A JOOMUN, Land Surveyor, dated 26 October 2021 and registered in LS99/99096483. The said portion of land is, according to the said *rapport d'arpentage*, bounded as follows: «*Vers le Nord, par un trottoir d'un metre (1.00 m) de large longeant la Rue Piéton Père Laval, sur vingt-deux mètres (22.00m); Vers L'Est, par la rue Dr Ramgoolam sur vingt-six mètres et quarante-quatre centimètres (26.44m); Vers le Sud, par le terrain appartenant à Mme. Marie Myrienne Jeanne sur quinze mètres et soixante-huit centimètres (15.68m); Et vers l'Ouest, partie par le terrain appartenant aux héritiers de Mme Marie Sylvie Jeanne sur sept mètres et dix centimètre (7.10m) et partie par le terrain appartenant à Mons. Deodat Sartoee ou ayant droits sur quinze mètres et quatre vingt Treize (15.93m).*» The whole more fully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter and title deeds duly transcribed in TV 612/47 and TV 201907/001920.

The said Sale is prosecuted at the request of Emmanuel Biyel L'Utile (also called Gabriel Emmanuel L'Utile), represented by his agent and proxy, namely Marius Eole L'Utile, against: 1. The Curator of Vacant Estates, vested with the undefended rights in Mauritius of (a) José Clifford L'Utile, (b) Steeve Daniel L'Utile and (c) Marie Karen Shirley L'Utile; 2. Teddy Michæl L'Utile; 3. Judex Ricardo L'Utile, represented by his agent and proxy, namely Marie Brigitte Miranda Attock also called Marie Brigitte Miranda L'Utile; 4. Marie Corinne Jennifer L'Utile; and 5. Clarel Fabien L'Utile.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit their right.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 1st day of November 2022

M SOOBHUG

Attorney at Law

Of No 27, La Poudrière Street, Port Louis

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 31st day of October, 2022, has been filed at the Master's Bar, the Memorandum of Charges pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar, the **Sale by Licitation** prosecuted at the request of Sheila Nita RAMASAWMY-JOGOO (born RAMASAWMY) of Clozel Road, Phoenix against The Curator of Vacant Estates, vested with the rights of absentee Ruby Daniella Ramasawmy, of a portion of land of an extent of 664.79 m², situated in the District of Plaines Wilhems, place called Eau Coulée, at Camp Levieux Street, bounded as follows:

"Du premier coté, par rue Camp Levieux, sur dix sept mètres et quarante-cinq centimètres (17.45m),

Du deuxième cote, partie par Madame Chandranee Aumeer et partie par Monsieur Vinod Aumeer respectivement, sur une longueur totale mesurant trente-huit mètres et dix centimètres (38.10m);

Du troisième cote, rue Camphriers, sur dix sept mètres et quarante-cinq centimètres (17.45m);

Du quatrième et dernière coté, par les héritiers de feu Sieur Jaye Kissoonall Busawon, sur trente-huit mètres et dix centimètres (38.10m)".

The whole as morefully described in deed transcribed in Volume TV 1389 No.211, with PIN certificate number 1742470095 - together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation.

Now Take Notice that in terms of Article 813-13 of the Civil Code any co-owner (co-indivisaire) of the said immoveable property can substitute himself or herself to the purchaser/s within one month from the date of adjudication by a declaration made at the Registry of the Master's Court.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgement of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 01st day of November, 2022.

Z.I.Salajee, SA

Of, Suite 319 Saint James Court, Saint Denis Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

LIGUE EUROPÉA

Monaco, Nantes et Rennes qualifiés pour les 16es mais exposés à un tirage délicat

Les clubs français, que ce soit Monaco face à l'Etoile Rouge de Belgrade (4-1), Nantes face à l'Olympiakos (2-0) ou Rennes contre l'AEK Larnaca (1-1), ont tous sécurisé jeudi la seconde place de leur groupe en Ligue Europa, validant leur qualification pour les 16es de finale où les recalés de Ligue des champions les attendent.

Monaco s'est qualifié pour les barrages de l'Europa Ligue, grâce à sa large victoire sur l'Etoile Rouge de Belgrade (4-1) avec un triplé de Kevin Volland, jeudi soir au stade Louis II lors de la dernière journée du groupe H. Monaco a assuré l'essentiel durant cette première phase européenne au sein d'une poule plutôt relevée, qui regroupait les champions en titre de Hongrie, de Serbie et de Turquie. Mais en raison d'un match raté à Trabzon (0-4) et, surtout, d'une défaite à domicile contre Ferencvaros (0-1), les hommes de Philippe Clement ont laissé échapper la première place, pourtant accessible, à la différence de buts particulière favorable aux Hongrois (10 points chacun).

En barrages de la compétition, l'équipe de la Principauté affrontera une équipe reversée de Ligue des champions, dont l'identité sera connue lundi lors du tirage au sort. Elle se déplacera le 16 février sur le terrain de son adversaire, avant de le recevoir le 23 février.

L'ASM doit sa qualification à un match maîtrisé presque de bout en bout -- à l'exception du début de la secondé période -- contre le club belgradois et à un Kevin Volland en grande forme. Auteur d'un triplé, l'international allemand semble enfin débarrassé de ses problèmes à la cheville. Le déficit physique de ses latéraux droits, Vanderson et Ruben Aguilar, avait obligé Clement, qui ne s'est pas départi de son actuelle défense à quatre, de titulariser Axel Disasi au poste. Bien lui en a pris. Monaco a été impérial en défense en première période. Comme dans toutes les zones du terrain d'ailleurs.

Les Monégasques ont creusé un écart conséquent en moins d'une demi-heure grâce à deux buts de Volland. L'Allemand a d'abord frappé de la tête à la suite d'un centre enroulé parfait de Caio Henrique, auteur d'une excellente première période (1-0, 5e). Ensuite, il a été servi par Krepin Diatta, à la réception d'une nouveau ballon impeccable de Caio Henrique et bien aidé ensuite par le défenseur Nemanja Milunovic. Du droit, Volland a enroulé tranquillement dans le petit filet (2-0, 27e).

Si Monaco a mené 2-0 à la pause, l'écart aurait pu être plus grand, tant la différence de niveau avec les champions de Serbie était alors flagrant. Mais tour à tour Diatta (9e), Volland (10e et 24e), Ben Yedder (13e) ont manqué de réalisme.

Les basketteurs américains de Monaco, Mike James et Jordan Loyd, qui vendredi reçoivent également l'Etoile Rouge en Euroligue, ont apprécié la leçon de leurs homologues du football. D'autant que, dès la reprise, Milan Rodic a repris contre son camp un centre d'Aleksandr Golovin (3-0, 50e).

Les Serbes ont alors cru en leur capacité de revenir, après un penalty transformé par Guelor Kanga à la suite d'un tacle raté de Benoît Badiashile dans sa surface (3-1,



54e), puis d'un but de Petic, finalement refusé pour hors-jeu (68e). Mais les Monégasques ont réussi à gérer. Et sur un dernier contre, Ismail Jakobs a parfaitement servi en retrait Volland, qui ne s'est pas fait prier pour réussir sa soirée (4-1, 87e) et plier le match.

La bonne opération de Nantes

Le FC Nantes s'est imposé jeudi soir sur la pelouse de l'Olympiakos (2-0) et jouera les barrages de la phase finale de la Ligue Europa, grâce à son succès combiné au match nul concédé dans l'autre rencontre du groupe G par Qarabag face à Fribourg (1-1).

Par des buts de Mohamed et Blas en fin de rencontre (79e puis 90e), les Canaris terminent deuxième du groupe G et joueront en février prochain les barrages d'accès à la phase finale de la Ligue Europa (C3) contre un club éliminé de la Ligue des champions. Nantes devait absolument gagner en Grèce pour poursuivre l'aventure en Ligue Europa, tout en espérant faire un meilleur résultat que Qarabag, qui recevait dans le même temps Fribourg.

Face à un faible Olympiakos, déjà éliminé et qui alignait une équipe largement remaniée, les Nantais sont bien entrés dans la partie mais le but de Guessand à la 2e minute, reprenant de la tête une déviation au second poteau sur corner, a été refusé pour hors-jeu.

Dominés ensuite en première mi-temps, longtemps brouillons et imprécis techniquement, les Canaris ont pu compter sur un très bon Lafont, auteur de plusieurs arrêts déterminants devant El Arabi et Bowler. L'entrée de Ludovic Blas à la mi-temps a changé la physionomie de la rencontre, permettant à Nantes de jouer plus haut et de se montrer enfin dangereux.

C'est sur un de ses centres que Mohamed a ouvert le score de la tête aux six mètres à la 79e minute. Puis le milieu offensif français s'est chargé lui-même de battre Tzolakis d'un subtil lob à la 90e, après une combinaison entre Sissoko et Mohamed, assurant la victoire aux Nantais. Restés sur la pelouse au coup de sifflet final, les Canaris ont pu exulter avec leurs supporters en apprenant le match nul entre Qarabag et Fribourg.

Les joueurs d'Antoine Komboïdé connaîtront leur adversaire de cette sorte de « 16e de finale » de la Ligue Europa lors du tirage au sort qui sera effectué lundi à Nyon (Suisse). Des clubs aussi prestigieux que Barcelone, la Juventus ou l'Ajax Amsterdam sont au nombre des huit équipes reversées en C3 à l'issue de la phase de poules de la Ligue des champions.

Tenu en échec par Larnaca, Rennes passera par les barrages

Il fallait soigner la différence de buts mais surtout gagner: avec un match nul décevant 1-1 contre Larnaca jeudi au Roazhon Park, Rennes termine 2e de son groupe de Ligue Europa et passera par un barrage en février. Matthias Ablin a ouvert la marque (17e) et Rafael Lopes a égalisé (76e),

tandis qu'à Cracovie, Fenerbahçe s'est assuré la tête du groupe et le billet direct pour les 8es de finale en mars en battant le Dynamo Kiev 2-0. De quoi ruminer un peu plus la déception de ce match nul 3-3 la semaine dernière à Istanbul, où Rennes a mené 3-0.

« Ca ne serait pas un échec de terminer deuxième », avait cependant assuré mercredi l'entraîneur Bruno Genesio, reconnaissant néanmoins que le calibre des adversaires potentiels en barrage (Barcelone, Juventus Turin, Ajax Amsterdam, Sporting Portugal...) risquait de lui valoir quelques cheveux blancs supplémentaires.



Malgré un stade à guichets fermés et une ambiance des grands soirs, les Rennais se sont laissé bousculer par des joueurs costauds et mobiles, qui leur ont disputé la possession pendant tout le match. Genesio avait annoncé des changements, pour ménager ses cadres avant un choc à Lille dimanche en Ligue 1, mais aussi donner du temps de jeu à certains jeunes comme Matthias Ablin ou Jean-Philippe Belocian, petit frère du champion de 110 mètres haies Whilhem, intéressant pour sa première titularisation en défense centrale à 17 ans.

Mais les Rennais ont singulièrement manqué de tranchant. Certes, ils ont ouvert la marque sur un ballon récupéré haut par Benjamin Bourigeaud, qui a servi Ablin dont la frappe a été accompagnée dans le but par le gardien Kenan Piric (1-0, 17e). Et Majer a cru alourdir le score quelques minutes plus tard mais comme la semaine dernière contre Fenerbahçe, son but a été refusé pour un très léger hors-jeu du passeur. Mais ils ont manqué tant d'occasions, pendant qu'à Cracovie, Fenerbahçe soignait sa différence de buts.

Dans la dernière demi-heure, les entrées d'Amine Gouiri, Jérémy Doku puis Lesley Ugochukwu et Désiré Doué, ont apporté un peu plus de rythme, sous la pression d'un public impatient. Mais toujours pas de réussite. Et Larnaca en a profité: Dogan Alemdar, aligné pour ménager les adducteurs de Steve Mandanda, a repoussé une frappe de Adam Gyurcsics dans les pieds de Rafael Lopes, entré deux minutes plus tôt, qui a éteint les espoirs rennais d'une frappe du droit (1-1, 76e).